



## Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

---

### Un pas vers une doctrine de service d'intérêt général

Un arrêt du 18 juin 1998 (C-266/96) de la Cour de justice Européenne précise un peu plus la doctrine communautaire en matière de service d'intérêt général.

Cet arrêt, qui porte sur les services de lamanage (remorquage des navires pour entrer, accoster et sortir d'un port), reconnaît qu'un tel service "présente les caractéristiques d'un service public". Il précise, en outre, ce que sont ces caractéristiques : "l'universalité, la continuité, la satisfaction d'exigences d'intérêt public, la réglementation et la surveillance par l'autorité publique".

L'arrêt reconnaît qu'une réglementation d'un Etat membre, qui confère à des entreprises établies dans cet Etat le droit exclusif d'assurer le service de lamanage, impose le recours à ce service pour un prix qui, au delà du coût effectif des prestations, comprend le supplément qu'implique le maintien d'un service universel de lamanage et prévoit des tarifs différents selon les ports pour tenir compte des caractéristiques propres à chacun, n'est pas contraire au Traité. Une telle prestation est, en effet, justifiée par des considérations de sécurité publique au sens de l'article 56 du traité CE.

Un précédent arrêt, du 17 juillet 1997 (C-242/95), précisant les limites des positions dominantes, établit, notamment, que l'article 90 paragraphe 2 du Traité "ne permet pas à une entreprise publique propriétaire d'un port de commerce, et qui le gère, de percevoir des taxes portuaires dues pour l'utilisation des installations portuaires, qui sont contraires au droit communautaire mais qui ne sont pas nécessaires à l'accomplissement par celle-ci de la mission particulière qui lui a été impartie".

---

### Tarification des infrastructures de transport

La Commission a remis le 22 juillet son Livre blanc sur "Une tarification équitable pour l'utilisation de l'infrastructure : une approche par étapes en vue d'un cadre pour la tarification en matière d'infrastructures de transport dans l'Union européenne".

Le Livre blanc propose la mise en place d'un système plus cohérent entre Etats, entre modes, transparent et équitable, fondé sur le principe de l'utilisateur payeur, afin \* de limiter les distorsions entre les Etats membres, \*\* intégrer les coûts environnementaux et autres coûts marginaux, \*\*\*faciliter le financement des infrastructures. L'harmonisation se ferait par étapes : 1998-2000 = établissement d'une méthode d'évaluation des coûts marginaux (coûts sociaux, dégradation des infrastructures, encombrement et rareté, coûts environnementaux, accidents) et de méthodes de comptabilité transparente ; 2001-2004 = introduction d'un système de tarification harmonisé dans tous les modes ; après 2004 = évaluation des deux premières étapes et éventuelles propositions pour aller plus loin.

Le système de taxes, pour la route et le rail, serait fondé sur le nombre de kilomètres parcourus (tachygraphe) et le poids des véhicules.

### A step towards a doctrine for general interest services

A decision by the European Court of Justice on the 18 June 1998 (C-266/96) specifies a little more Community doctrine relating to general interest services.

This decision, which concerns pilotage services (towing ships to enter and leave ports and to moorings), recognises that such a service "presents public service characteristics". It also stipulates such characteristics as: "universal, continuous, as satisfying public interest requirements, and subject to regulation and surveillance by public authorities".

The decision recognises that the regulation of a Member State, which confers the exclusive right to provide pilotage services to companies registered in the State, imposes recourse to such services at a price. This price is not only covers costs but also implies the maintenance of universal pilotage services and allows for rates to vary across ports to account for their differences, and this is not contrary to the Treaty. Such a service is indeed justified by considerations of public security, as set out in Article 56 of the EC Treaty.

A previous decision given on the 17 July 1997 (C-242/95), sets out limits to dominant positions, in accordance with Article 90, Paragraph 2, of the Treaty, which "does not permit a public company owning and managing a commercial port to raise port taxes from the use of port installations when these are contrary to Community law, and which are not necessary for the company to achieve the specific function conferred upon it".

---

### Price setting for transport infrastructure

On the 22 July, the Commission published its White Paper on "Equitable price setting for the use of infrastructure: a step-by-step approach to creating a framework for price setting for transport infrastructure within the European Union".

The White Paper proposes that a more coherent system is set up between Member States, between equitable and transparent modes, based on the user-pays principle, so as i) to limit distortions between Member States, ii) to integrate environmental and other marginal costs, and iii) to facilitate the financing of infrastructure. Harmonisation will occur in stages: 1998-2000 = the establishment of a method for evaluating marginal costs (social costs, infrastructure degradation, congestion and scarcity, environmental costs, accidents) and methods for transparent accounting; 2001-2004 = the introduction of a harmonised price setting system across all modes; after 2004 = evaluation of the two first stages and possible propositions to go further.

The tax system, for road and rail, will be based on the number of kilometres covered (tachograph) and the weight of vehicles.

Afin d'assurer transparence et équité, le Livre blanc propose la mise en place d'un cadre et de principes communs garantissant l'efficacité et la compétitivité des transports européens, mais laissant aux Etats membres le choix de la tarification.

---

## Transport ferroviaire

■ La Commission a également présenté le 22 juillet un "paquet" législatif de trois propositions de directives pour assurer un usage plus efficace des infrastructures ferroviaires et destiné à compléter le dispositif mis en place dans le cadre de la directive 91/440. Ce paquet devrait faire l'objet d'un premier débat politique lors du conseil transports des 1<sup>er</sup> et 2 octobre 1998. Ces projets sont destinés à préparer le terrain de la libéralisation du rail en ouvrant l'accès aux infrastructures ferroviaires. Ils visent à assurer plus de transparence dans la tarification et dans l'attribution d'infrastructures aux fournisseurs ferroviaires. La 1<sup>ère</sup> directive s'attache à la répartition des capacités d'infrastructures et la redevance. Elle rendrait obligatoire la publication des systèmes de tarification ; la 2<sup>ème</sup> directive s'intéresse à la séparation comptable réelle de la gestion des infrastructures et des services ; la 3<sup>ème</sup> directive à trait à l'élargissement du système de licences aux transports urbains, suburbains et régionaux.

■ La Commission a, par ailleurs, présenté deux propositions de directives complémentaires destinées à accroître le recours au **transport combiné**. La 1<sup>ère</sup> propose de modifier la directive 92/106 relative à l'établissement de règles communes pour certains transports combinés : elle suggère une extension des dégrèvements fiscaux applicables aux véhicules ainsi qu'une levée des interdictions de circuler la nuit, les week-ends, vacances et jours fériés pour ce type d'opérations. La 2<sup>ème</sup> proposition vise à modifier la directive 96/53 et d'autoriser, dans certaines conditions, des véhicules pesant 44 tonnes. Prenant l'exemple des difficultés de la mise en oeuvre des corridors ferroviaires de fret (freeways), la Commission justifie ces propositions par le fait que le transport combiné est principalement utilisé sur de grandes distances et que seules des initiatives prises au niveau communautaire peuvent assurer l'application de réglementations compatibles sur l'ensemble du parcours.

---

## Publication

La FEANTSA vient de publier le rapport final de sa conférence européenne des 25 et 26 septembre 1997 à Edimbourg "**Evolutions récentes de la protection sociale et accès au logement en Europe**". Pour vous le procurer : tel +32 2 538 66 69 / fax +32 2 539 41 74 / email feantsa@compuserve.com

---

## Initiative

Le symposium 1998 de la Conférence Européenne des distributeurs d'énergie publics communaux (CEDEC) se tiendra à Vienne (Autriche) du 23 au 25 septembre prochains sur le thème "**L'économie communale et les défis du marché unique**". Renseignements : CEDEC tel + 32 2 217 81 17 / fax + 32 2 219 20 56

---

Adressez à "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**" de brèves informations en anglais et français par courrier, fax ou E-mail (celsig@worldnet.fr).

To ensure transparency and equity, the White Paper proposes a framework and common principles guaranteeing efficiency and competitiveness for European transport, but it leaves the choice of price setting to Member States.

---

## Rail Transport

■ On the 22 July, the Commission also presented a legislative "package" of three proposals for Directives to ensure the most effective use of rail transport, and which is destined at completing the set of measures implemented within the framework of Directive 91/440. This package should be the subject of a preliminary political debate at the Council of Transport Ministers, the 1<sup>st</sup> and 2<sup>nd</sup> October 1998. These projects are destined to preparing the liberalisation of railways by opening up access to rail infrastructure. They aim at ensuring greater transparency in price setting and in the attribution of infrastructure to providers of rail services. The 1<sup>st</sup> Directive strives for the distribution of infrastructure capacities and licences. It will make the publication of price-setting systems compulsory; the 2<sup>nd</sup> Directive focuses on separating real management accounts of infrastructure and services; the 3<sup>rd</sup> Directive concerns enlarging the system of licences to urban, suburban and regional transport.

■ Furthermore, the Commission has put forward two proposals for complementary Directives aimed at increasing recourse to **combined transport**. The 1<sup>st</sup> proposes to modify Directive 92/106, relating to the establishment of common rules for certain forms of combined transport. It suggests extending tax allowances applicable to vehicles as well as the raising of restrictions to night, weekend, holiday and public-holiday traffic for this type of operation. The 2<sup>nd</sup> proposal aims at modifying Directive 96/53 and authorising (under certain conditions) vehicles weighing 44 tonnes. Using the example of the difficulties for implementing railway corridors for freight (freeways), the Commission justifies these propositions by the fact that combined transport is principally used for long distances and that only initiatives taken at a Community level can ensure the application of regulations which are compatible for the whole course.

---

## Publication

The FEANTSA has just published the final report of its European conference held the 25 and 26 September 1997, in Edinburgh, entitled "**Recent trends in social security protection and access to housing in Europe**". To obtain a copy contact: tel: +32 2 538 66 69 : fax +32 2 539 41 74 / e-mail feantsa@compuserve.com

---

## Initiative

The 1998 Symposium of the European Conference on the Distribution of Communal Public Energy (CEDEC) will take place in Vienna (Austria) the 23 and 25 September, looking at the issue of "**communal/local government economics and the challenge of the single market**". Contact: CEDEC tel: +32 2 217 81 17, fax: +32 2 219 20 56

---

Please send brief information to "**NOUVELLES-NEWS-EUROPE**", in English and French, by courier, fax or E-mail (celsig@worldnet.fr).

---

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 40 42 50 24. Fax : (33-1) 40 42 13 78. E-mail : celsig@worldnet.fr. Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Nicholas Sowels. Diffusé exclusivement par Fax et E-mail. *Distributed by Fax and E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 500 FF. *Subscription for 1 year: FF 500*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.